La CGT Finances Publiques condamne une nouvelle fois l'attitude du Directeur Général qui vise à saborder le dialogue social. Le recul sur les droits à défense des agents par les représentants des personnels est en lien direct avec la destruction des droits et garanties.

Le sujet de ce groupe de travail étant la formation professionnelle, la CGT demande à la direction de l'ENFiP de ne pas occulter les particularités de cette direction dans les discussions sur le dialogue social local.

Ce groupe de travail a très mal commencé, avant même de laisser les organisations syndicales exprimer leurs propos liminaires, la direction a confirmé ses annonces de fin de CTR du 16 janvier dernier :

- tous les concours (interne et externe) pour accéder à une catégorie seront organisés le même jour dès 2019
- la limitation du nombre de passage des concours à 5 fois est envisagée pour la même année, les décrets étant en expertise juridique pour réécriture.

La CGT a dénoncé fortement ces reculs encore une fois imposés par la Direction sans discussion possible. Elle a demandé à la Direction si elle était prête à assumer ses positions et à travailler avec des équipes qui potentiellement auraient beaucoup moins de perspectives d'évolution. Elle a posé la question d'emblée de savoir si ce GT allait être un monologue social à marche forcée ou une vraie discussion avec des marges de manœuvre…

La CGT a rappelé que la formation professionnelle est un investissement sur l'avenir, or depuis plusieurs années elle n'est considérée que comme une charge budgétaire par l'administration.

La CGT regrette également l'aspect factuel des documents concernant le bilan de la formation professionnelle, et surtout dénonce les reculs inacceptables contenus dans les propositions concernant les nouvelles scolarités.

Des efforts considérables sont demandés aux personnels de la DGFiP depuis des années. Efforts qui sont d'ailleurs assumés par les agents, l'administration s'étant toujours appuyée sur leur conscience professionnelle. Demain il leur sera encore demandé de pallier aux continuelles suppressions d'emplois, d'assumer l'arrivée du prélèvement à la source, du RIFSEEP etc. Les mesures annoncées montrent encore une fois la belle et grande considération de la DGFiP envers ses agents ! !

Suite à ces propos liminaires, les réponses de la direction sont floues et insatisfaisantes.

fichiers: Télécharger 2017-03-21_compte_rendu_gt_for_pro.pdf (832.75 Ko)
Colonne de droite publique: Réunions et comptes rendus
Public: Groupes de travail
ENFiP / Formation Professionnelle

- -A
- +A
- Version imprimable

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

- version PDF

Leave this field blank